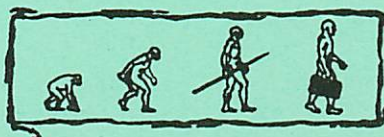


Actes du 14^e colloque de l'AQPC

ÉVALUATION ! ÉVOLUTION ?



Où s'en va le collégial ?

8B57

Qu'enseigne-t-on au juste à nos jeunes ?

par
AUBIN, Benoît
directeur de l'information
Le Devoir



Association québécoise
de pédagogie collégiale

Qu'enseigne-t-on au juste à nos jeunes?

Benoît Aubin
Directeur de l'information
Le Devoir

Si on m'avait dit quand j'étais étudiant qu'un jour les rôles seraient renversés et que ce serait moi qui se retrouverait à parler devant 800 professeurs qui sont en train de m'évaluer, j'aurais ...capoté, comme disent vos étudiants.

Aussi bien vous le dire : autant j'ai toujours aimé apprendre, autant j'ai détesté mes études. Quand j'étais adolescent, je m'intéressais à la musique des Rolling-Stones, à la politique américaine de John Kennedy, au cinéma libertin de Roger Vadim, au roman existentialiste d'Albert Camus et aux filles. Mais les prêtres au collège de Lévis insistaient pour nous enseigner la grammaire grecque, la chanson de geste du Moyen Age, la musique grégorienne et la politique en Mésopotamie en 1200 avant Jésus-Christ.

Rien de ce qu'on m'enseignait avait le moindre rapport avec ce que je connaissais et ce que je vivais. Je commençais ma vie, j'avais l'impression d'être en enfer. Et j'avais l'impression que ce cauchemar là ne cesserait jamais. Je traînais une vague désolation d'adolescent dans de lugubres corridors du collège de Lévis qui étaient bordés d'éditions reliées de la somme théologique de Saint-Thomas et j'avais l'impression que cela ne finirait jamais.

A cette époque-là, celle de l'assassinat de Kennedy justement, je ne pouvais pas savoir que dans les trente-six mois qui s'en venaient, l'emprise presque absolue des prêtres sur l'enseignement de la philosophie, de la morale, et même sur la politique de la société québécoise, allait disparaître brutalement comme les dinosaures et pour à peu près la même raison.

Dans ce temps-là, l'évaluation se faisait à sens unique. L'enseignement découlait pour ainsi dire de droit divin et c'est les prêtres qui nous donnaient des notes, généralement mauvaises, mais le processus inverse ne se faisait pas. L'étudiant n'était pas encore un client, il n'était pas encore un bénéficiaire. Le mot feed-back n'avait pas été inventé.

Et parfois, je frémis quand je me dis que si les curés à l'époque avaient eu accès aux mesures de l'évaluation contemporaine, aux *focus groups*, aux méthodes de gestion par projet, de gestion par objectifs, aux méthodes d'évaluation en entreprise et de la performance, ils seraient peut-être encore là. Quoiqu'il en soit, merci beaucoup, chers professeurs, de m'avoir invité à vous adresser la parole.

Je ne suis pas un spécialiste de l'évaluation mais je sais que c'est parmi vous un sujet de discussions intenses et passionnées. À savoir si l'évaluation est une science ou pas, si elle est exacte ou pas, si elle doit être sommative ou normative, si elle se dit taxinomie ou taxonomie, si c'est un outil de gestion ou un outil d'oppression ou de répression...

Je sais que ce sont des débats très vifs et je vais vous les laisser parce qu'ils n'ont pas tellement de rapport avec mon vécu à moi.

Cependant, laissez-moi vous dire que l'évaluation, je connais ça. Parce qu'après le premier ministre et le coach des Expos, c'est le directeur de l'information du journal quotidien qui est l'homme le plus évalué au pays.

À chaque matin, j'ai à peu près 50,000 gérants d'estrades. Quiconque a payé 65 cents le matin pour s'acheter *Le Devoir* s'est aussi procuré le droit de me poser des questions sur ce que j'ai fait, sur les décisions que j'ai prises ou sur les décisions que j'ai autorisées. Pourquoi est-ce qu'on ne parle pas de Concordia à la une ce matin, alors que les autres journaux le font? Pourquoi ne parle-t-on pas de Preston Manning ce matin alors que *La Presse* le fait? Pourquoi est-ce que nous autres on parle des intégristes algériens qui assassinent des libres penseurs alors que les autres journaux ne le font pas? Enfin, toutes nos décisions sont immédiatement critiquées par des gens qui ont le droit de le faire. Un journal ça évolue sur la place publique; plus encore, la place publique c'est nous. Et cela est une caractéristique de mon métier que les policiers, les fonctionnaires, les professeurs et les médecins ne m'envient pas.

Une des raisons fondamentales pour lesquelles moi, je ne suis pas devenu un spécialiste de l'évaluation, c'est que personne n'aime ça, se faire évaluer. Je voulais être populaire... malheureusement, j'ai découvert trop tard qu'il n'y a pas grand monde qui aime les journalistes non plus.

Ma mère, tout le long de mon enfance, m'a légué un joyau de sagesse populaire que je trouve très riche. Elle disait à tout bout de champ: "Ha!, là où il y a de l'homme, y a de l'hommerie" et c'est justement "l'hommerie" qu'il y a dans l'homme - et dans la femme- qui fait que la plupart des individus résistent parfois farouchement à toute forme d'évaluation.

On a toujours quelque chose à cacher; une évaluation c'est toujours une intrusion. On ne sait jamais si on peut avoir confiance en la personne qui va nous évaluer. Cette résistance à l'évaluation on l'a trouvée chez les journalistes. Commençons par eux. La semaine dernière il y a un lecteur du journal qui a écrit une lettre, sympathique au demeurant, très bien écrite

et dans laquelle il reprochait au *Devoir* de faire des fautes à répétition, de syntaxe et de grammaire. Pour prouver ses points, il avait joint des photocopies d'articles. Moi, évidemment, pour fins d'information, j'ai accroché la lettre et les copies d'articles au babillard de la salle de rédaction, une espèce de dazibao où tout s'affiche. Pendant combien de temps pensez-vous que ces papiers-là sont restés au babillard? 45 secondes. Je n'avais pas tourné le dos, je n'avais pas fais trois pas que les photocopies avaient été arrachées et quelqu'un avait écrit des propos désobligeants sur la lettre du lecteur. Les journalistes n'aiment pas être évalués. Mais je ne pouvais pas les blâmer parce que j'avais fais pareil dans mon temps.

Quand j'étais à *La Gazette*, je couvrais le débat sur l'accord du Lac Meech et à chaque fois que j'écrivais sur l'Accord du Lac Meech, j'écrivais automatiquement : dont les cinq conditions sont...

Un an après l'échec de l'accord du Lac Meech, j'ai participé à un séminaire avec justement des spécialistes de l'évaluation et un d'entre eux avait fait des études qui avaient démontré que la majorité des gens avaient rejeté au Canada anglais l'accord du Lac Meech parce qu'ils ne comprenaient pas les cinq conditions... Problème! Les gens disaient manquer d'information sur l'accord du Lac Meech. J'ai personnellement écrit 255 articles là-dessus, il y avait 10 autres journalistes qui le faisaient et y il avait 100 autres journaux qui faisaient la même chose. On était inondé, abasourdi d'information sur l'accord du lac Meech. Or les gens l'on rejeté parce qu'ils ne le comprenaient pas, parce qu'ils manquaient d'information.

Pensez-vous que je suis revenu au journal en disant "Hey boss, y a un problème, je n'ai pas été capable d'expliquer l'accord du Lac Meech aux citoyens" ? Non, j'ai tenu ça mort.. Je ne voulais quand même pas me retrouver à couvrir les faits divers sur la Rive-sud.

Mais il n'y a pas juste les journalistes, les journaux aussi résistent à l'évaluation... Il y a deux semaines, le *Globe and Mail* a publié un sondage absolument ahurissant, qui arrivait à la conclusion, tenez-vous bien, que 75% des citoyens ne savent pas qu'est-ce que c'est qu'un déficit. Trois citoyens sur quatre n'ont pas une idée claire sur qu'est-ce que c'est qu'un déficit. Il y avait une autre information dans ce sondage qui disait que la moitié des gens n'ont pas une idée précise de ce-que c'est qu'un milliard. On sait que c'est un gros chiffre, qu'il y a beaucoup de zéro, mais on ne sait pas combien il y en a. On imaginerait qu'avec ça la plupart des reporters feraient une dépression, ou que la plupart des directeurs de journaux feraient des réunions de stratégie d'urgence pour régler le problème. À ma connaissance rien de ça ne s'est fait. Dans les journaux on continue d'être trop occupés à préparer la publication d'autres articles expliquant qu'il faut réduire le déficit de milliards de dollars.

Personne n'aime ça être évalué, et les professeurs non plus.

S'il y a présentement dans la société québécoise un sujet d'intérêt public, collectif, pressant, urgent, c'est bien l'évaluation de la performance des cégeps, des collèges. Ça devrait normalement être un débat qui implique tout le monde, toutes les couches de la société, les étudiants, les contribuables, les politiciens, les enseignants, les intellectuels, les Français, les Anglais.

Manifestement, c'est un sujet qui vous intéresse, c'était le thème de votre colloque, J'ai regardé un peu dans le programme de votre colloque pour voir dans quels termes vous en parlez et là je vais être obligé de lire mon papier parce que ce n'est pas simple... L'évaluation, je cite "est essentiellement un processus de validation des actions entreprises pour l'actualisation des objectifs préalablement déterminés" Hon!... quelqu'un d'autre parle de, je cite, "l'incidence du syndrome évaluatif sur la structure de la personnalité" fin de citation. On parle de métacognition, de l'affectivité, et encore quelqu'un d'autre dit que, avant même de parler d'évaluation, il faut comprendre, et je cite, "les assises épistémologique des maisons d'enseignement".

Merci beaucoup, le message est clair, vous ne vous adressez pas à moi. J'ai beau être intelligent, j'ai beau être informé, j'ai beau diriger *Le Devoir*, vous ne parlez pas pour moi. Utiliser un jargon, un argot, c'est la première et la meilleure façon de se prémunir contre l'évaluation. C'est aussi une bonne façon de se faire trouver «plate» par ses étudiants, mais ça c'est autre chose. Utiliser un jargon c'est aussi la meilleure façon de se faire évaluer par des gens qui partagent cet argot donc, qui partagent votre sous-groupe dans la société, donc qui sont beaucoup moins dangereux, qu'un gars comme moi par exemple.

Il y aurait beaucoup d'autres façons d'évaluer l'efficacité de l'enseignement collégial. On pourrait par exemple écouter la radio Rock-FM le midi, tsé veux dire..., on pourrait écouter les Bleu-Poudre ou la P'tite vie à Radio-Canada, ne vous en déplaie, à la station culturelle, et on pourrait se dire, voilà une réflexion précise du genre de langue qu'on enseigne et qu'on parle dans les collèges et dont les universités ne veulent pas. Et on pourrait se poser la question : Comment concilier l'enseignement d'un patois désarticulé, minimaliste comme celui-là et l'obsession collective d'assurer la survie de la langue et de de culture française en Amérique? Pas rapport!

Combien de vos étudiants savent quelque chose sur Papineau et ses gens en 1830 et ce qu'ils pensaient, et sur leur libéralisme, sur le fait qu'ils ont été les premiers à donner des droits de citoyens égaux aux

Juifs, aux femmes dans la société. Combien de gens savent que les Juifs ont été affranchis par les libéraux de Papineau avant de l'être à Londres et que le Québec a été le premier endroit à donner des droits aux Juifs dans l'empire Britannique, ...PERSONNE!

On l'a vu lors de la célébration du 50e anniversaire du débarquement de Normandie que personne ne savait rien sur le débarquement de Normandie. Comment concilier cette ignorance avec notre obsession de survie culturelle?

Je crois comprendre que vous n'avez pas fait votre évaluation dans ces termes-là. C'est juste bon pour les barbares, c'est juste bon pour les journaux, c'est un débat qui ne se fait pas. Penser comme ça, c'est trop démagogique, c'est ce qu'on aime dire. Vous avez préféré vous réfugier dans un débat sur les prolégomènes d'une herméneutique exponentielle... Cependant, les médias justement sont l'endroit dans la société où se fait en première ligne l'évaluation brute du monde dans lequel on vit. À chaque jour les journaux véhiculent un tas de données évaluatives, quantitatives, qualitatives, normatives, comme vous voulez, qui décrivent le monde dans lequel on vit. Les journaux en sont pleins à chaque jour. Des titres comme «La cote des libéraux reste stable après la publication du budget», «Le déficit est réduit dans le budget mais la barre de la dette augmente», «La fille de la femme battue monoparentale à moins de chances de s'en sortir», «De jeunes anglophones noirs, de Pointe-Saint-Charles, sous-scolarisés et surreprésentés à la prison de Bordeaux», «Le finissant de cégep moyen parle mal, ne sait pas grand chose, ignore l'histoire et la géographie et l'université n'en veut pas», voilà à chaque jour des tonnes de faits bruts qu'on publie et qui servent ou qui serviraient normalement aux citoyens à se faire une évaluation de la société. Et ces faits-là sont immédiatement repris par d'autres médias : les postes de radio, les lignes ouvertes et tout, et tout et tout, qui les transforment en jugements de valeur plus ou moins approximatifs; c'est la faute du fédéral, c'est la faute des Anglais, c'est la faute des journaux, le débat de société se fait comme ça. Et en plus de vous donner tous ces faits bruts les journaux, pour pas être en reste, vous proposent aussi une grille d'analyse et d'évaluation des principaux événements dans la société.

L'évaluation par exemple que font *La Gazette*, *La Presse* et *Le Devoir* de la crise autochtone, des Mohawks à Kanawake n'est pas la même. Et différentes clientèles donc, achètent différentes grilles d'information. Alors on pourrait normalement conclure qu'avec toute cette information véhiculée par tous ces médias et toutes ces interprétations d'évaluation véhiculées dans ces médias aussi on devrait normalement vivre dans la société la plus éclairée, la plus transparente et la plus rationnelle de toute l'histoire du monde. Or il n'en est rien et c'est de cela dont je veux parler.

C'est que maintenant qu'on bénéficie de tellement d'information et que les canaux d'information sont tellement fragmentés et que les auditoires sont tellement fragmentés, maintenant que les communications entre les individus sont tellement fragmentées, les débats de fond dans la société sont de plus en plus remplacés par des chicanes dans les médias. Avant, au début de la démocratie, dans la Cité, les citoyens se réunissaient et débattaient entre eux du pour et du contre de construire une route, d'ouvrir un aqueduc ou de changer le système de représentation ou en fait, toutes les décisions qui se prenaient, qui affectaient le devenir ou le bien-être de la communauté. Ça ne se fait plus! On vit dans une société absolument verbeuse qui parle, qui écrit, qui publie tout le temps mais il n'y a plus personne qui écoute, et il n'y a plus personne qui débat. Les débats se font maintenant par spécialistes interposés. Dans le jargon des journalistes des affaires publiques à Radio-Canada, par exemple au *Point*, on dit qu'un panel bien réussi, c'est un panel qui regroupe un Juif, un expert, un Nazi et qui ne s'entendent pas avant la fin de l'émission. Ça, c'est le débat réussi.

Le citoyen, l'auditeur écoute ça et décide en quelque part s'il préfère accepter la ligne du Juif, la ligne du Nazi ou la ligne de l'expert, et il part avec ça et son évaluation est faite. Un beau panel entre Gérald Larose, Ghislain Dufour et un économiste. Daniel Latouche, Lysiane Gagnon, un politicien. Robert Libman, Guy Bouthillier, un démographe. Enfin, vous voyez le genre. On en est rendu là!

Si vous lisez les journaux, si vous écoutez les bulletins de nouvelles à la télévision, sur le front local ici, le débat public est articulé par pas plus de 100 personnes. Au *Devoir*, on les appelle les suspects habituels. Les soirs où on les voit tous ensemble, c'est par exemple un soir de budget.

Vous avez une page d'information dans le journal qui vous dit qu'est-ce qu'il y a dans le budget et vous avez une page qui vous dit qu'est-ce que ces gens disent du budget. Ils ne l'ont pas lu encore, mais ils ont tous une ligne de presse, et ils sont tous publiés dans le journal.

Si vous regardez ça comme il faut, même sur la scène canadienne, vous êtes probablement plus nombreux ici que le nombre de personnes qui influencent le débat public dans les médias. Bon il y a Chrétien, il y a Bouchard, il y a Manning, il y a... quelques-uns de leurs lieutenants, il y a Johnson, Parizeau, quelques-uns de leurs lieutenants, les chefs syndicaux, les représentants de l'entreprise, une couple de relationnistes pour les banques, les tables de concertation, pour les gais, les régions, les aînés, quelques groupes professionnels, Ghislain Dufour, Augustin Roy...

C'est ça, c'est entre ces gens-là que se fait le débat. Et qu'est-ce qu'ils font ces gens-là, ces spécialistes de l'intervention médiatique? Ils vous proposent leur grille d'analyse.

On achète maintenant de l'évaluation. Auparavant, on réfléchissait, on se faisait une idée, maintenant on magasine les évaluations. C'est un changement important. Je ne vous dis pas que c'est nécessairement mauvais, mais c'est un changement important qu'il vaut vraiment la peine d'analyser. Mais là où il peut arriver une menace vraiment sérieuse à la santé démocratique d'une société, c'est quand ces différentes grilles d'évaluation, qui sont disponibles sur le marché, commencent à faire des alliances. On a vu ça par exemple à la Commission Bélanger-Campeau. D'un côté le mouvement Desjardins, les syndicats, les municipalités, le Parti Québécois. De l'autre côté les ministres fédéraux, les Anglais, les riches, les membres de communautés ethniques. Et, dans le milieu, Robert Bourassa, évidemment... Là, on n'a plus à magasiner entre une série de grilles d'évaluation, on a à choisir entre deux *package deals*. Et là, tout-à-coup, le débat public devient complètement, ou risque de devenir complètement étouffé. Comme citoyen on peut bien se réjouir de ce que le dernier budget provincial ait réduit la TPS de 2% et ait réduit un peu vos impôts personnels, mais si vous êtes syndiqués CSN, votre représentant vous a dit que ce budget-là était un scandale. Et si vous avez l'habitude de suivre les directives de votre syndicat CSN ou autre, vous êtes convaincus que le budget est mauvais et même si vous avez des doutes, vous allez vous taire. On ne peut pas facilement aujourd'hui critiquer les syndicats parce qu'on se fait traiter de fédéraliste parce que les syndicats sont péquistes. Si on est péquiste on va se retenir de critiquer les syndicats même s'ils sont critiquables. Parce que ça peut nuire à la cause, parce que les alliances sont très fortes entre les différentes grilles d'évaluation. On peut difficilement critiquer en public les politiques extérieures d'André Ouellet, parce qu'on va se faire traiter de péquiste puis évidemment un péquiste qui parle d'affaires fédérales n'est pas crédible. On est en train de s'enfermer dans des blocs d'opinions desquels on peut difficilement sortir. Par exemple, tenez, nous, en essayant de combattre ça justement au *Devoir*, on a donné une chronique à Norman Webster dans les pages éditoriales du *Devoir*. Pensez-y un peu, je veux dire il y a quelques années..., je pense que cela aurait fait une émeute, un Anglais, fédéraliste, riche, de Westmount qui tient une chronique politique dans *Le Devoir*. Il y a trois semaines Webster a dit : "Attention, amis lecteurs, le Canada anglais est en colère, Ça ne sera pas drôle, leurs réactions ne seront pas «cool!» Ils vont être choqués", et là j'ai observé les réactions des lecteurs qui ont appelé et même des journalistes dans la salle qui sont pourtant habitués à

jouer tout le temps avec des opinions contradictoires, des gens étaient furieux contre Webster.

C'est qu'au lieu d'écouter ce que Webster disait de ce qu'il connaissait très bien, le Canada anglais, les gens disaient, "Mais qu'est-ce qu'il fait là dans *Le Devoir* on sait bien qu'il dit ça, lui! c'est un Anglais". Sauf que la semaine suivante, Harcourt de Colombie britannique et Romanow, de Saskatchewan, les éditorialistes de *Maclean's* puis du *Globe and Mail* étaient à fourbir les armes en disant que Lucien Bouchard était un traître puis qu'il faudrait le mettre en prison. Webster nous avait prévenus, on ne l'avait pas écouté. On ne l'avait pas écouté parce que c'est un Anglais et un Anglais évidemment veut nous intimider, et tout à coup on n'est plus réceptif.

Ce que c'est supposé faire un journaliste dans la société, évidemment c'est de faire le déplaisant, c'est de poser des questions qui dérangent, c'est d'être le représentant du citoyen mais c'est supposé aussi être le rôle ou la prérogative de chaque citoyen que de remettre ses élites, ses leaders, les idées reçues, les idées à la mode, les tendances politiques en question, de les revirer de bord, de les découdre pour voir comment ils sont faits, puis pour voir s'ils sont solides, s'ils tiennent l'eau.

Mais présentement, quand nous sommes dans un débat qui polarise la société, c'est exactement le contraire qui se produit. Chaque groupe, et c'est aussi vrai des nationalistes que des fédéralistes, chaque groupe essaie plutôt de se prémunir contre les attaques de l'autre côté et de renforcer sa certitude qu'il a raison en se bloquant de l'information qui pourrait au contraire le faire douter. Et ce mécanisme de protection fondamentale contre l'évaluation, parce que c'est ça l'idée, personne n'aime ça être évalué, personne n'aime ça remettre ses idées en question, peut, si on ne fait pas attention, avoir des conséquences très néfastes sur la société et sur le monde démocratique dans lequel nous vivons. Parce que la démocratie est fondée sur l'usage du libre-arbitre de chaque citoyen, sur sa capacité de se faire une idée à lui, et de manifester sa propre originalité, et d'avoir une voix et un candidat.

Alors présentement je vais vous dire, c'est un peu triste, mais comme citoyen je m'arrache les cheveux. Parce qu'on ne peut pas débattre d'évaluation des cégeps avec les professeurs, on ne peut pas débattre d'évaluation des journaux avec les journalistes, on ne peut pas avoir un débat calme et serein avec un fédéraliste si on est péquiste, ou avec un péquiste si on est fédéraliste et chacun est en train de s'enfermer dans une logique qui peut mener à des conflits très profonds.

C'est l'observation que je fais présentement de ce qui est peut-être le principal danger qui nous menace au Québec.

Je veux maintenant vous demander si cette impression-là se vérifie dans vos classes quand vous faites des débats avec les étudiants. De quelle façon est-ce que ces enfants-là apprennent à manier des idées et apprennent à affirmer leur individualité? Ou de quelle façon plutôt ont-ils tendance à s'identifier à des opinions et à des évaluations qui sont «pré-packagées» pour eux. Et si j'avais une chance de vous entendre là-dessus j'en serais bien heureux.

Merci!